

Les images télévisées sont très acceptables si elles font élire des présidents et des premiers ministres, c'est-à-dire les dirigeants qui décideront de la politique étrangère. Des bribes fugitives et décousues d'une réalité visuelle, pour reprendre l'expression de George Kennan, dominant maintenant le principal rituel de nos démocraties. Nous faut-il donc croire que la dérision, la déformation, la dramatisation à outrance admissibles s'il s'agit de faire élire quelqu'un ne le sont plus lorsque le même média promène ensuite son regard autour du monde?

Admettons-le, depuis que les politiciens savent comment adapter l'échantillonnage de l'opinion publique et le marketing de masse des produits de consommation, l'image est devenue l'arme suprême de leur élection. Mais ce n'est pas tout. Une fois au pouvoir, ils ne peuvent s'en passer. De plus en plus, les gouvernements recourent à l'image pour vendre leur politique. La politique étrangère se définit, en partie, au fil d'un concours d'images. Les images télévisées conditionnent le public, dont des sondages mesurent constamment les opinions très simplifiées. Or, les politiques réagissent aux sondages.

M. Brian Mulroney chantant «When Irish Eyes Are Smiling» en duo avec Ronald Reagan au Sommet de Shamrock, c'était de la politique étrangère par opération médiatique interposée, tout comme la visite désastreuse du même Reagan au cimetière de Bitburg. Chaque fois que Brian Mulroney sortait en mer avec le président Bush, c'était un acte de politique étrangère canadienne. Quant à savoir si c'était habile du point de vue de la politique intérieure, je vous en laisse seuls juges.

La poignée de mains télévisée entre MM. Rabin et Arafat, orchestrée par Bill Clinton, a donné à la décision de ces deux hommes d'entamer des pourparlers une crédibilité mondiale instantanée dépassant de loin celle conférée par leurs signatures au bas d'un document.

Les gouvernements ne sont pas les victimes passives de la télévision. Quand Margaret Thatcher, Ronald Reagan et George Bush ont voulu partir en guerre sans se mettre l'opinion publique à dos, ils ont laissé les télévisions voir uniquement ce qu'ils voulaient aux Malouines, à la Grenade, au Panama et dans le Golfe. Pas question pour eux de répéter l'erreur du Vietnam. Le public, capable de vivre avec une dissonance, a applaudi à l'exclusion de la presse tout en applaudissant aux reportages de cette dernière.

Les gouvernements vivent par la télévision – et il leur arrive de périr par elle – mais il est hypocrite de leur part d'en déplorer l'influence. Dans nos démocraties, les créatures de la télévision, Ariel et Caliban modernes, ont été émancipées, mais le gouvernement, tel Prospero, essaie toujours d'user de sa magie pour les contrôler.